

Élections fédérales : un dilemme pour la gauche

Pierre Beaudet

Numéro 804, septembre–octobre 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91737ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2019). Élections fédérales : un dilemme pour la gauche. *Relations*, (804), 35–37.



ÉLECTIONS FÉDÉRALES: UN DILEMME POUR LA GAUCHE

Les forces en présence aux élections d'octobre prochain au Canada peuvent difficilement réjouir les électeurs et les électrices de gauche. Ceux-ci devront trouver une façon d'initier de nouvelles convergences pour changer la donne.

Pierre Beaudet

L'auteur est membre du comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers du socialisme*

L'issue des élections fédérales annoncées pour octobre prochain reste pour le moins incertaine. Le Parti libéral du Canada (PLC), au pouvoir depuis 2015, est sur la sellette. Visiblement, l'effet magique de l'image de jeune premier qui a si bien servi son chef, Justin Trudeau, s'est plutôt dissipé, notamment en raison de l'« affaire SNC-Lavalin » et du pipeline Trans Mountain. Dans plusieurs dossiers, il y a eu autant de continuité que de changement entre son gouvernement et le précédent.

Des beaux discours à la réalité

On se souvient du règne du Parti conservateur (PC) de Stephen Harper (2006-2015) pour l'assaut brutal qu'il a mené contre ce qui restait de politiques keynésiennes, contre les Autochtones et pour son virage militariste au service de la « guerre sans fin » des États-Unis. Mais la résistance a été vive, ce qui a permis le retour du PLC au pouvoir après avoir été brièvement éclipsé par la « vague orange » du Nouveau parti démocratique (NPD), en 2011.

Comme ses prédécesseurs, Justin Trudeau se révèle le grand « continuateur » de ce qui constitue les fondements « essentiels » de la politique de l'État fédéral. Cela passe par une gestion managériale répondant aux attentes de l'axe Toronto-Calgary, respectivement capitale financière et complexe pétrolier du pays. Certes, la politique économique du gouvernement libéral a changé en partie: il y a eu moins de coupes sévères dans le secteur public, mais sans aller jusqu'à réparer les dommages antérieurs infligés aux classes populaires et moyennes (aggravation de la pauvreté, marginalisation des régions, etc.). Surtout, Ottawa a continué une restructuration privilégiant le secteur extractiviste.

Justin Trudeau avait également promis d'assainir le système électoral profondément antidémocratique hérité du colonialisme britannique, mais finalement, il n'a rien fait. Autre élément de continuité: malgré les promesses d'imposer une politique extérieure « féministe », le Canada est demeuré de facto l'allié subalterne des États-Unis dans des aventures guerrières au Moyen-Orient et également dans des campagnes d'intimidation contre des pays indépendants comme le Venezuela ou une superpuissance émergente trop audacieuse aux yeux des États-Unis, nommément la Chine.

Par ailleurs, le discours de la « réconciliation » a certes permis de compatir avec les misères et souffrances infligées aux Autochtones, notamment les femmes victimes de violence, mais sans que des actions conséquentes répondant à leurs revendications fondamentales ne soient entreprises, concernant entre autres leurs territoires menacés par des projets extractivistes et la construction de pipelines. L'approche moraliste de la question autochtone est stérile tant qu'on refuse de s'attaquer aux causes systémiques et historiques qui ont conduit à la dépossession de ces peuples et au génocide culturel qui a suivi. Le même immobilisme face aux revendications

Une question difficile se pose pour les progressistes: est-il pensable de construire une alternative, à l'extérieur du NPD?

québécoises est patent: le gouvernement Trudeau, avec l'appui du gouvernement du Parti libéral du Québec jusqu'en 2018, est demeuré à peu près impassible devant toute remise en question, même timide, du statu quo constitutionnel.

Le retour des conservateurs

Parallèlement, relookés par leur chef Andrew Scheer, les conservateurs proposent de revenir à « l'austérité », tout en présentant un discours plutôt « centriste ». L'idée pour eux est de jouer sur deux tableaux en même temps, d'abord en flattant une partie de l'électorat conservateur qui ressemble, sans être identique, à celui de la droite américaine (le Tea Party dans le Parti républicain), puis en évitant, autant que faire se peut, des controverses qui pourraient leur aliéner la majorité de la population (attaque contre les droits des femmes, déni climatique, etc.).

Pour y parvenir, les conservateurs disposent d'une machine électorale redoutable, bien appuyée par l'élite économique de l'axe Toronto-Calgary. Un facteur facilitant est la situation en Ontario. Depuis l'arrivée du trumpiste Doug Ford à Queen's Park, une nouvelle alliance entre l'élite canadienne et une masse de mécontents prend forme dans le cœur démographique et économique du pays autour d'un programme à saveur



réactionnaire. Certes, cette alliance n'est pas stable, il y a beaucoup de critiques, mais compte tenu de la déliquescence du Parti libéral et de la situation du NDP dans cette province, il se pourrait que Ford tienne le cap en aidant les conservateurs fédéraux.

Andrew Scheer promet tout ce que veut entendre la caste de l'axe Toronto-Calgary, tout en affirmant sa volonté de faire du Canada un fidèle allié des États-Unis dans la « nouvelle » Guerre froide qui s'esquisse contre la Chine et la Russie. La marge de manœuvre du PLC devient alors très mince. Peut-il refaire le coup de 2015 et doubler un NPD encore mal remis de la désastreuse orientation « social-libérale », plutôt à droite, imposée ces dernières années? Peut-il profiter de l'image sulfureuse des conservateurs que Scheer cherche à masquer? Il est certain que les conservateurs doivent modérer leurs discours pour gagner le centre, mais le peuvent-ils? Au final, il se peut que le meilleur « ami » du PLC soit un Parti conservateur enfoncé dans l'idéologie de la droite et même, de l'ultra-droite.

Une « troisième » voie dans le creux de la vague

Du côté du NPD, son nouveau chef adjoint, Alexandre Boulerice, et la nouvelle candidate progressiste Nima Machouf, essaient de replacer le parti au centre-gauche et, sans doute, le font-ils avec conviction. Cependant, sous le règne de Thomas Mulcair, le NPD est devenu un deuxième parti libéral sur l'essentiel des dossiers. C'était frappant en ce qui a trait aux questions de politique extérieure: Mulcair et la députée Hélène Laverdière se sont rangés derrière les aventures militaires canadiennes en Irak et en Syrie, appuyant aussi les sales coups d'Ottawa contre le Venezuela ainsi que le maintien de liens étroits avec l'État israélien. Depuis, avec son nouveau chef Jagmeet Singh, le NPD s'est empêtré avec le gouvernement du NPD en Alberta, notamment dans les controverses entourant les projets de pipelines. En tout et pour tout, 2018 aura été une année catastrophique pour le NPD, d'où ces sondages à répétition le plaçant loin derrière les deux grands partis¹. Au mieux, il se pourrait que le NPD puisse sauver quelques comtés et envoyer à Ottawa des personnes susceptibles d'écouter un peu plus les revendications populaires.

Du côté du Bloc québécois et des Verts

Dans le passé, le Bloc québécois avait généralement une posture proche de celle du NPD sur les questions sociales et économiques; il était même quelques fois un peu plus à gauche que le NPD. Mais dans le sillon de la dégringolade du Parti québécois, l'étoile du Bloc a pâli. Le nouveau chef Yves-François Blanchet, ex-ministre péquiste, pourra-t-il rallumer la flamme? Se dire défenseur du Québec à Ottawa n'est pas très attrayant. Défendre quoi au juste? Les douteuses décisions du gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) dirigée par François Legault, y compris les lois à caractère anti-immigrants, ont été appuyées par Blanchet, qui affirme qu'elles répondent au vœu de la majorité de la population. En plus de ne pas être très attirante pour un électoral progressiste, l'image du Bloc ne réussira probablement pas à convaincre plusieurs électeurs qui iront alors voter pour le « moins pire », en l'occurrence le PLC, pour barrer la route aux conservateurs.

Un facteur secondaire, mais qui pourrait être un irritant pour tous les partis (sauf le Parti conservateur) est la montée du Parti vert. Quelques avancées en Colombie-Britannique donnent de l'espoir à cette formation, mais sa progression se ferait surtout au désavantage du NPD. Or, sur le fond, le parti identifié à Elizabeth May a peu à offrir. Hormis son discours sur les enjeux environnementaux, il est plein de silences et d'ambiguïtés sur des questions aussi fondamentales que la santé, l'éducation, l'économie, la politique extérieure. Sur ce dernier point, Elizabeth May se retrouve d'accord avec les conservateurs sur la question palestinienne, le Venezuela et concernant d'autres peuples qui n'entrent pas dans le grand schéma néolibéral et néoconservateur.

Quels enjeux pour le Québec?

On peut sans trop de risques prévoir qu'un retour du PC au pouvoir serait une mauvaise nouvelle pour le Québec. Andrew Scheer et son noyau néoconservateur n'hésiteront pas une minute à relancer le projet de pipeline Énergie Est, par exemple. Ils reviendront à une politique « austéritaire » sans nuance en sabrant dans les dépenses, à part celles consacrées au secteur militaire. Ils reprendront la dynamique raciste et





exclusiviste à l'encontre du Québec –sous la forme du Québec *bashing*–, des Autochtones et des personnes immigrantes. Il est certain que, face aux revendications autochtones, un gouvernement conservateur reviendra aux politiques agressives antérieures.

Certes, par ses affinités avec la CAQ sur plusieurs plans, Andrew Scheer pourrait être plus accommodant avec le gouvernement québécois actuel. Les conservateurs n'ont rien contre le fait de donner plus d'autonomie aux provinces, surtout si cela peut permettre de diminuer les transferts fédéraux, ce qui leur permet, par la bande si on peut dire, de poursuivre le démantèlement des politiques keynésiennes.

Avec un peu de chance, le PC pourrait faire quelques gains au Québec en misant sur des «personnalités» locales comme Yves Lévesque, l'ex-maire de Trois-Rivières. Un mélange de conservatisme avec une dose de populisme pourrait servir la cause conservatrice, si on ajoute un peu de nationalisme à la sauce identitaire. Il est peu probable, pour autant, que le PC fasse plusieurs gains électoraux au Québec.

En ce qui concerne le NPD au Québec, il est clair que la «vague orange» de 2011 s'est révélée un mirage, rapidement dissipé par la gestion de droite de Thomas Mulcair. Sur la question québécoise, se contenter de reconnaître que le Québec a des droits n'est pas convaincant. Il faudrait avoir le courage de proposer une restructuration en profondeur d'un État dont les fondements ont été posés par un régime colonial niant les droits des peuples. Ce n'est pas en continuant le projet d'un État fédéral omnipotent qu'il peut faire avancer les choses. Ni en niant que le Canada est un espace politique où coexistent plusieurs peuples. Pour sauver les meubles, le NPD va tenter un «tourant vert», malgré les positions tordues qu'il a adoptées concernant le pétrole sale de l'Alberta, et affronter les Verts sur les enjeux environnementaux.

Que faire ?

Des syndicats disent qu'il faut tout faire pour empêcher une victoire conservatrice. En pratique, cela veut probablement dire, dans beaucoup de situations locales notamment, un appui «tactique» au PLC, ou encore au NPD ou au Bloc. C'est un «choix» peu réjouissant où l'on se retrouve à voter pour le «moins pire». Il serait présomptueux, cependant, de dénoncer cela trop rapidement. Compte tenu de l'alignement actuel des forces en présence, il se peut qu'il devienne logique et rationnel de se replier sur le «moins pire».

Si les secteurs progressistes étaient résolus à jouer cartes sur table, il faudrait réfléchir à la façon de sortir de la fausse alternance PLC/PC. On sent une lassitude à l'endroit du NPD, en dépit des efforts de ceux et celles qui espèrent encore faire évoluer le parti vers la gauche. Mais l'espoir qu'une grande réforme du NPD soit possible semble aujourd'hui en hibernation, en

ÉPUISEMENT DES RESSOURCES LIBÉRALES



Clément de Gaulejac

partie parce que l'appareil du parti reste résolument hostile à toute radicalisation. Une question difficile se pose ainsi pour les progressistes : est-il pensable de construire une alternative, à l'extérieur du NPD ?

Et c'est ainsi que l'expérience de Québec Solidaire fait réfléchir. Si on a réussi à sortir du bipartisme encrassé qui dominait depuis si longtemps au Québec, pourquoi une telle convergence ne pourrait-elle pas se mettre en place à l'échelle canadienne ? Des secteurs progressistes pourraient-ils avancer de nouvelles pistes concernant la nécessité de la «grande transition» sociale, économique et écologique à faire au pays ? Quels seraient les secteurs populaires prêts à embarquer dans l'aventure ? Les progressistes canadiens pourraient-ils, parallèlement, donner un appui explicite et actif au droit à l'autodétermination, et donc, franchir la ligne rouge qui les a toujours coupés des aspirations du peuple québécois ?

Ne nous racontons pas trop d'histoires, un tel changement n'est pas pour demain ! Mais comme le disait un certain révolutionnaire chinois, la longue marche commence toujours par le premier pas. ☺

1. Selon certaines projections, le NPD pourrait conserver quelques-unes des 16 circonscriptions qu'il détient actuellement au Québec (dont celles de Rosemont-Petite-Patrie et de Berthier-Maskinongé).